Document généré le 5 mars 2025 21:31

**Études internationales**

# Tung, Rosalie L.; *Chinese Industrial Society after Mao*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 379 p.

André Joyal

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701569ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701569ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1983). Compte rendu de [Tung, Rosalie L.; *Chinese Industrial Society after Mao*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 379 p.] *Études internationales*, *14*(3), 595–597. https://doi.org/10.7202/701569ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ces deux éléments figuraient dans la recette préconisée par la ligne révolutionnaire dirigée par le Président Mao et leur application doit fournir la preuve de leur efficacité. À l'ensemble des pays de la périphérie à s'en inspirer! L'auteur apprend ainsi à ses lecteurs que les capacités de la Chine lui permettent de répondre à ses besoins nationaux dans tous les domaines et à tous les niveaux techniques (p. 41), que l'affectation autoritaire et administrative à l'emploi n'y a pas cours, que les régions agricoles, même les plus pauvres, ignorent la mendicité.

Le même optimisme de nécessité porte l'auteur à affirmer que la stratégie poursuivie depuis l'automne 1976 continue celle menée depuis trente ans: il ne peut en être autrement puisque c'est la seule voie juste et féconde. À la monochromie du rouge révolutionnaire réalisée en Chine doit répondre l'expansion de son seul modèle dans toutes les campagnes du monde, quelles que soient les hétérogénéités des pays qui forment la périphérie sous-développée.

L'absence de rupture dans la stratégie suivie par les dirigeants chinois qu'énonce l'auteur constitue une thèse tout à fait défendable mais pour d'autres raisons que celles qu'il met en avant. Comment croire en effet que malgré certaines imperfections dans l'exercice démocratique des pouvoirs que reconnaît l'auteur, c'est parce que le peuple détient le pouvoir en Chine que l'évolution vers le modèle du capitalisme périphérique qui compromettrait l'indépendance nationale est impossible et que, de même, le choix du modèle étatique est exclu étant donné qu'il impose une orientation de la production non conforme aux intérêts du peuple. La variante du développement capitaliste-étatique suivie dans les pays de culture confucéenne comme le Japon et la Corée du Sud que cite l'auteur sans s'y attarder, mériterait sans doute plus d'attention, ne serait-ce que parce qu'elle a fleuri à Taiwan.

Le but premier des dirigeants chinois, communistes révisionnistes ou révolutionnaires est et a été depuis 1949 de conquérir l'égalité et l'indépendance de leur pays dans tous les domaines; les oscillations de lignes ont été, bien plus que des changements de stratégie, des choix de tactiques qui ont été suivis de rectification de leurs excès. L'égalitarisme et la lutte des classes comme le développement des forces de production à partir des pôles les plus avancés et la paix sociale ont été des moyens utilisés par prédilection et en alternance pour atteindre aussi rapidement que possible la liberté totale de manoeuvre des dirigeants et la souveraineté illimitée du pays. L'ouverture au camp socialiste en 1949 comme l'ouverture en 1978 aux pays économiquement les plus développés, malgré le discours d'auto-suffisance, sont contenues et leurs conséquences maîtrisées car l'objectif reste à titre prioritaire de renforcer l'autonomie nationale. La continuité est en effet remarquable mais elle dure depuis bien plus de trente ans; elle perpétue la politique traditionnelle de la Chine. Il peut être utile de rappeller le programme de Sun Yat-sen, son plaidoyer en faveur de l'ouverture aux échanges économiques et scientifiques et sa conception particulière de l'impérialisme, phénomène politique causé par un nationalisme en expansion bien plus que conséquence d'une volonté d'exploitation économique d'autres pays ou d'autres peuples.

Marthe ENGELBORGHS BERTELS

*Centre d'Étude des Pays de l'Est*
*Université Libre de Bruxelles*

TUNG, Rosalie L.; *Chinese Industrial Society after Mao*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 379 p.

Depuis la mémorable rencontre entre pongistes américains et chinois, il s'est beaucoup écrit sur la Chine. Nous avons eu droit aux récits de voyage enthousiastes de partisans de la voie chinoise et de ceux à saveur moins idéologique, mais, bien souvent, guère plus valables, d'invités spéciaux, dont les 21 jours bien encadrés, semblaient les autoriser à écrire de longs témoignages sur le « modèle chinois ». Aujourd'hui, l'ouverture de la Chine sur le monde extérieur, facilitée par le remue-ménage qui a succédé à la disparition de Mao

Zédong, rend plus facile l'obtention d'une information de meilleure qualité.

Cependant, étant donné les caractéristiques de la société chinoise, ses modalités de fonctionnement et les multiples changements survenus dans la gestion de l'économie depuis maintenant plus de trente ans, il est difficile de formuler des jugements précis sur l'état de la situation à une époque ou à une autre. Il ne faut donc pas se surprendre si certains observateurs considèrent que la Chine des années 70 correspondait à un modèle de socialisme décentralisé alors que d'autres y trouvaient les principales caractéristiques du modèle stalinien. Il en va de même pour la durée de la révolution culturelle. Les uns la font terminer en 1971, d'autres en 1974 ou encore en 1976 comme le soutient l'auteur du présent ouvrage.

Détentrice d'un Ph. D. de l'Université de Colombie-Britannique, Rosalie L. Tung en est à son troisième ouvrage sur la Chine. La rédaction de celui-ci fut facilitée par les contacts qu'ont rendu possible deux voyages d'informations effectués en 1979 et 1980. De même, l'auteur a su mettre à profit une expérience de professeur invité auprès de la Commission des investissements étrangers laquelle relève du Conseil d'État chinois. Aux personnes rencontrées et à celles avec qui elle a maintenu le contact, s'ajoute comme source d'informations celle provenant de nombreux périodiques dont la « Beijing Review ». On ose croire que ce périodique jouit d'une grande crédibilité car l'auteur s'y réfère à presque chacune des quelques 350 pages de l'ouvrage.

Étant donné à la fois sa formation et ses fonctions actuelles de professeur associé de management à « The Wharton School of Commerce » de l'Université de Pennsylvanie, on comprend que l'essentiel du livre porte sur le management et sur l'organisation industrielle. Même si l'agriculture occupe l'immense majorité de la population chinoise on ne trouve que cinq pages sur le secteur agricole. Le choix du titre peut paraître trompeur en considérant que l'auteur consacre tout un chapitre à l'évolution de l'économie et aux différents changements survenus dans sa gestion depuis 1949. Mais en fait, l'essentiel de l'attention se trouve consacré au programme des quatre modernisations et aux implications du plan triennal 1979-1981.

Les chapitres traitant du système politique et du système légal sont d'un intérêt certain. Cependant, ceux qui désirent vraiment savoir où va la Chine d'après Mao trouveront dans les chapitres traitant des implications des différentes réformes économiques une réponse à beaucoup de leurs interrogations. L'auteur apporte des précisions à la fois sur le rôle de l'idéologie, sur la place revenant aux stimulants matériels et non matériels, sur les attitudes des travailleurs manuels, des cadres et bien sûr de ceux qui font partie de ce que l'on appelle sous d'autres cieux la « nomemklatura ». Sur ce dernier point, la section intitulée « Redness versus Expertness » s'avère particulièrement intéressante.

Le ton adopté tout au long de l'ouvrage est celui de la neutralité même si l'on devine ici et là un attachement particulier à l'égard de la société chinoise et une volonté de reconnaître les bienfaits qu'a pu apporter la révolution chinoise. Ainsi, l'auteur n'hésite pas à affirmer que le Parti communiste chinois a su, grâce à une judicieuse mobilisation des masses, assurer à celles-ci une élévation sensible du niveau de vie. Par ailleurs, tout comme beaucoup d'autres le font à l'égard des pays d'Europe de l'Est, l'auteur se voit forcé de signaler bon nombre d'aspects négatifs. Pour Rosalie L. Tung, ceux-ci prennent la forme d'une disproportion dans l'allocation des ressources entre les différents secteurs d'activité, d'un déséquilibre entre les efforts d'accumulation et la production de biens de consommation, de nombreux soubresauts idéologiques et politiques et enfin d'une trop grande centralisation due à un excès de confiance envers les moyens administratifs pour diriger l'économie.

L'auteur voit donc d'un bon oeil l'étendue en 1980 à 6 600 entreprises d'une expérience commencée en 1978 dans la province de Sichuan. Il y rapporte de façon quasi identique dans deux chapitres différents. Il s'agit d'une réforme administrative visant à octroyer une plus grande autonomie à ces entreprises

responsables des deux tiers de la production industrielle nationale. Après avoir satisfait les exigences du Plan (on ne précise pas si celles-ci sont élevées ou pas, ce qui peut faire une grande différence) ces entreprises sont autorisées à produire suivant leurs objectifs particuliers.

Afin de mener à bien ce type d'expérience, on a recours comme par le passé, aux slogans en guise de stimulants. Avec pour différence que ceux-ci ont été adaptés aux besoins de la cause. Ainsi, les célèbres « Apprendre de Daquing ou de Dazhai » ou encore « Chacun mange dans la même assiette » ont fait place à: « Meilleur travail, meilleur salaire »; « Un seul modèle ne suffit pas »; « La pratique est le seul indicateur de ce qui est valable », etc. Quant à l'autosuffisance, on se fait fort de citer Deng Xiaoping pour qui l'autosuffisance n'est pas synonyme de rejet de l'aide extérieure, elle consisterait avant tout à miser sur la sagesse du peuple...

Comme toujours, une hirondelle ne fait pas le printemps. C'est pourquoi l'auteur ne manque pas de signaler qu'en Chine comme dans d'autres pays socialistes, une réforme se voit souvent accompagnée de décrets assurant à l'État l'essentiel du contrôle de l'économie.

De cette façon, l'État continue d'avoir la main haute sur le volume et la structure de la production ainsi que sur l'allocation des matières premières. Malgré les velléités d'octroyer une plus grande autonomie aux entreprises, l'État intervient toujours d'une façon ou d'une autre à l'intérieur de leur mécanisme de gestion excepté lorsqu'il s'agit de « joint-ventures » lesquelles, sont de plus en plus encouragées. Sûrement que les autorités chinoises sont conscientes que le socialisme décentralisé, ou celui « de la goulache » tel que pratiqué en Hongrie, n'est pas la panacée de tous les maux et qu'il vaut mieux recourir à la prudence dans l'utilisation du mécanisme du marché dans le cadre de la planification nationale. Comme le fait remarquer l'auteur en conclusion: « China must wrestle with some of the inherent contradictions between the use of socialist planning and the market mechanism ».

L'auteur dédie son livre aux praticiens et aux universitaires. À vrai dire si ces derniers peuvent en tirer davantage profit que les premiers, comme on l'a mentionné plus haut, ceux qui s'intéressent à un pays où vit le quart de l'humanité, trouveront dans ce livre, bien construit et fort bien présenté, des informations qui les inciteront à maintenir leur intérêt.

André JOYAL

*Département d'économie*
*Université du Québec à Trois-Rivières*

## *UNION SOVIÉTIQUE*

BARRY, Donald D. et BARNER-BARRY, Carol. *Contemporary Soviet Politics: An Introduction, Second edition*. Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, Inc., 1982; 432 p.

Les auteurs de ce manuel ont eu une expérience vécue de l'Union soviétique en leur qualité d'étudiants à l'Université de Moscou en 1961-1962, ainsi qu'à l'occasion de leurs voyages postérieurs à cette période. La première édition étant de 1978, on peut deviner qu'ils y ont mis du temps, de la patience et de l'effort. Cette deuxième édition, si proche de la première, revisée et mise à jour, peut suggérer une certaine popularité. Lecture faite, le soussigné n'hésiterait pas à recommander l'acquisition de ce livre par la bibliothèque de sa propre institution. Comme il ne s'agit pas d'un livre d'histoire, il serait injuste de le prendre pour ce qu'il ne prétend pas être. Par contre, comme tour d'horizon du fonctionnement des institutions politiques du régime soviétique à l'heure actuelle, et comme initiation, fondée sur une analyse critique des sources, bien documentée et adressée à un public plus ou moins averti, on peut difficilement arriver à un meilleur résultat. Bien entendu, il s'agit d'une vision américaine du système soviétique et, en même temps, d'un jugement.

Le contenu est divisé en quatre parties, suivies d'une cinquième sous forme de bilan sur l'état actuel de nos connaissances du processus politique. Le tout est suivi en annexe